



METRO A AUGMENTÉ SON BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION DE 8,8 % AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

- Bénéfice net de 80,3 millions \$, en hausse de 5,2 %
 - Bénéfice net dilué par action de 0,74 \$, en hausse de 8,8 %
 - Chiffre d'affaires de 2 576,7 millions \$, en hausse de 1,1 %
 - Dividende par action déclaré de 0,17 \$, en hausse de 23,6 %
-

(Montréal, le 21 avril 2010) – METRO INC. (TSX : MRU.A) a réalisé, au deuxième trimestre de l'exercice 2010 terminé le 13 mars 2010, un bénéfice net de 80,3 millions \$, soit une augmentation de 5,2 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et un bénéfice net dilué par action de 0,74 \$ comparativement à 0,68 \$ l'an dernier, en hausse de 8,8 %.

« Nous sommes satisfaits de nos résultats enregistrés au cours du deuxième trimestre. Malgré une déflation persistante dans certaines catégories de produits, nos résultats sont en progression par rapport à un excellent deuxième trimestre l'an dernier. Les consommateurs demeurent prudents et nos équipes s'efforcent plus que jamais de leur fournir un excellent rapport qualité-prix dans toutes nos bannières. Le 12 avril dernier, nous avons lancé, dans la région de la ville de Québec, la première phase du programme Metro & Moi, une carte de fidélité qui permettra à notre clientèle québécoise d'accumuler des points qui pourront être appliqués à des achats dans les supermarchés Metro. Nous sommes confiants de poursuivre⁽²⁾ notre croissance en 2010, » a déclaré Eric R. La Flèche, président et chef de la direction.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre de 2010 pour atteindre 2 576,7 millions \$ comparativement à 2 549,7 millions \$ l'an dernier. Le chiffre d'affaires a augmenté de 1,4 % au cours des 24 premières semaines de l'exercice 2010 pour atteindre 5 221,7 millions \$, comparativement à 5 150,2 millions \$ pour la période correspondante de 2009.

Ces croissances ont été réalisées malgré une légère baisse de notre panier alimentaire, alors que l'an dernier une importante inflation des prix des aliments ainsi que la fermeture temporaire au Québec de plusieurs magasins d'un compétiteur en conflit de travail avaient favorisé notre chiffre d'affaires des premier et deuxième trimestres. Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires de nos magasins comparables a diminué de 0,7 % en raison d'une déflation dans certaines catégories de produits.

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾

Le BAIIA⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2010 a été de 171,6 millions \$ comparativement à 162,6 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 5,5 %. Le BAIIA⁽¹⁾ du deuxième trimestre représente un taux de 6,7 % du chiffre d'affaires comparativement à 6,4 % l'an dernier.

Pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010, le BAIIA⁽¹⁾ a été de 353,7 millions \$, soit 6,8 % du chiffre d'affaires, comparativement à 332,8 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé ou 6,5 % du chiffre d'affaires. En excluant les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ et de 5,8 millions \$ avant impôts enregistrées respectivement au cours des périodes des 24 premières semaines de l'exercice 2010 et 2009, les pourcentages du BAIIA ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires ont été de 6,8 % pour 2010 et de 6,6 % pour 2009.

Ces progressions sont attribuables principalement à nos marges brutes augmentées par l'amélioration des opérations dans nos magasins.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 6,5 millions \$ au deuxième trimestre de 2010 et de 17,3 millions \$ au cours de la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010, comparativement à 9,4 millions \$ et 20,5 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2009. En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, nos BAIIA ajustés⁽¹⁾ du deuxième trimestre et de la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010 ont été respectivement de 165,1 millions \$ et 337,3 millions \$ ou 6,4 % et 6,5 % des chiffres d'affaires, comparativement à 154,5 millions \$ ou 6,1 % du chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre de 2009 et de 318,1 millions \$ ou 6,2 % du chiffre d'affaires pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2009.

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

	12 semaines Exercices financiers					
	2010			2009		
<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	171,6	2 576,7	6,7	162,6	2 549,7	6,4
Charges de conversion de bannières	—	—		1,3	—	
BAIIA ajusté	171,6	2 576,7	6,7	163,9	2 549,7	6,4
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(6,5)	—		(9,4)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	165,1	2 576,7	6,4	154,5	2 549,7	6,1

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

	24 semaines Exercices financiers					
	2010			2009		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>						
BAIIA	353,7	5 221,7	6,8	332,8	5 150,2	6,5
Charges de conversion de bannières	0,9	—		5,8	—	
BAIIA ajusté	354,6	5 221,7	6,8	338,6	5 150,2	6,6
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(17,3)	—		(20,5)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	337,3	5 221,7	6,5	318,1	5 150,2	6,2

AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS

Les dépenses d'amortissement pour le deuxième trimestre et les 24 premières semaines de l'exercice 2010 ont été respectivement de 47,0 millions \$ et de 93,7 millions \$, comparativement à 42,6 millions \$ et 84,2 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an passé. Les frais financiers ont été de 10,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2010 et de 10,8 millions \$ au trimestre correspondant de l'an dernier. Pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010, les frais financiers ont été de 21,3 millions \$, comparativement à 23,3 millions \$ pour la période correspondante de l'an dernier. Le taux de financement moyen a été de 3,9 % pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010, comparativement à 4,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les charges d'impôts ont été de 34,0 millions \$ au deuxième trimestre de 2010 et de 60,3 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010 avec des taux d'imposition respectifs de 29,7 % et de 25,3 %. Pour le deuxième trimestre de 2009 et les 24 premières semaines de l'exercice 2009, les charges d'impôts ont été respectivement de 32,9 millions \$ et de 67,9 millions \$ avec un taux d'imposition de 30,1 % pour les deux périodes. Au cours du premier trimestre de 2010, nous avons bénéficié d'une réduction de 10,0 millions \$ de nos passifs d'impôts futurs et de notre charge d'impôts. En excluant cette réduction, le taux effectif pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010 a été de 29,5 %.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2010 a été de 80,3 millions \$, comparativement à 76,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une augmentation de 5,2 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,74 \$ par rapport à 0,68 \$ l'an passé, en hausse de 8,8 %.

Le bénéfice net pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010 a été de 178,4 millions \$ comparativement à 157,4 millions \$ l'an passé, soit une augmentation de 13,3 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 1,65 \$ comparativement à 1,41 \$ l'an passé, soit une hausse de 17,0 %. En excluant la réduction de charge d'impôts de 10,0 millions \$ enregistrée au premier trimestre de 2010 et les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ et de 5,8 millions \$ avant impôts de 2010 et 2009 respectivement, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010 a été de 169,0 millions \$ et de 161,3 millions \$ pour la période correspondante de 2009, soit une hausse de 4,8 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 1,56 \$ comparativement à 1,44 \$ l'an passé, soit une hausse de 8,3 %.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Ajustements au bénéfice net

	12 semaines Exercices financiers					
	2010		2009		Variation (%)	
	<i>(en millions de dollars)</i>	BPA dilué (en dollars)	<i>(en millions de dollars)</i>	<i>BPA dilué (en dollars)</i>	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	80,3	0,74	76,3	0,68	5,2	8,8
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	0,9	—		
Diminution de la charge d'impôts	—	—	—	—		
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾	80,3	0,74	77,2	0,68	4,0	8,8

	24 semaines Exercices financiers					
	2010		2009		Variation (%)	
	<i>(en millions de dollars)</i>	BPA dilué (en dollars)	<i>(en millions de dollars)</i>	<i>BPA dilué (en dollars)</i>	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	178,4	1,65	157,4	1,41	13,3	17,0
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	0,6	—	3,9	0,03		
Diminution de la charge d'impôts	(10,0)	(0,09)	—	—		
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾	169,0	1,56	161,3	1,44	4,8	8,3

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Résumé des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2010	2009	2008	Variation (%)
Chiffre d'affaires				
1 ^{er} trim.	2 645,0	2 600,5	–	1,7
2 ^e trim.	2 576,7	2 549,7	–	1,1
3 ^e trim.	–	3 513,3	3 370,0	4,3
4 ^e trim.	–	2 532,5	2 476,0	2,3
Bénéfice net				
1 ^{er} trim.	98,1	81,1	–	21,0
2 ^e trim.	80,3	76,3	–	5,2
3 ^e trim.	–	112,6	91,9	22,5
4 ^e trim.	–	84,4	72,5	16,4
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾				
1 ^{er} trim.	88,7	84,1	–	5,5
2 ^e trim.	80,3	77,2	–	4,0
3 ^e trim.	–	111,8	91,9	21,7
4 ^e trim.	–	85,9	72,5	18,5
Bénéfice net dilué par action (en dollars)				
1 ^{er} trim.	0,91	0,73	–	24,7
2 ^e trim.	0,74	0,68	–	8,8
3 ^e trim.	–	1,01	0,81	24,7
4 ^e trim.	–	0,77	0,65	18,5
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ (en dollars)				
1 ^{er} trim.	0,82	0,76	–	7,9
2 ^e trim.	0,74	0,68	–	8,8
3 ^e trim.	–	1,01	0,81	24,7
4 ^e trim.	–	0,78	0,65	20,0

Les chiffres d'affaires des premier et deuxième trimestres de 2010 ont augmenté respectivement de 1,7 % et de 1,1 % par rapport à ceux de 2009. Ces croissances ont été réalisées malgré une légère baisse de notre panier alimentaire, alors que l'an dernier une importante inflation des prix des aliments ainsi que la fermeture temporaire au Québec de plusieurs magasins d'un compétiteur en conflit de travail avaient favorisé notre chiffre d'affaires des trimestres correspondants.

Les chiffres d'affaires des troisième et quatrième trimestres de 2009 ont augmenté respectivement de 4,3 % et de 2,3 % par rapport à ceux correspondants de 2008. Nos mises en marché bien ciblées ont permis de connaître deux périodes de croissance. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, les chiffres d'affaires des troisième et quatrième trimestres de 2009 ont augmenté de 5,2 % et de 3,2 % respectivement par rapport à ceux de 2008.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2010 ont été en hausse de 21,0 % et de 24,7 % respectivement par rapport à ceux de 2009. En excluant les charges de conversion de bannières de 0,9 million \$ et de 4,5 millions \$ avant impôts enregistrées respectivement au premier trimestre de 2010 et de 2009 ainsi que la réduction de notre charge d'impôts de 10,0 millions \$ dont nous avons bénéficié au premier trimestre de 2010 par suite des réductions futures du taux d'imposition ontarien, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du premier trimestre de 2010 ont augmenté de 5,5 % et de 7,9 %.

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

(2) Consulter la section « Informations prospectives »

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2010 ont été en hausse de 5,2 % et de 8,8 % respectivement par rapport à ceux de 2009.

Aux troisième et quatrième trimestres de 2009, la croissance de notre chiffre d'affaires et nos efforts déployés dans nos magasins en Ontario pour améliorer nos opérations nous ont permis d'augmenter nos marges brutes.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2009 ont été en hausse de 22,5 % et de 24,7 % par rapport à ceux de 2008. En excluant les éléments non récurrents enregistrés au troisième trimestre de 2009, soit des charges de 2,9 millions \$ avant impôts pour soutenir la conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro ainsi qu'une réduction de nos charges d'impôts de 2,7 millions \$, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2009 ont augmenté de 21,7 % et de 24,7 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2008.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2009 ont été en hausse de 16,4 % et de 18,5 % par rapport à ceux de 2008. En excluant les charges de conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro de 2,3 millions \$ avant impôts enregistrées au quatrième trimestre de 2009, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2009 ont augmenté de 18,5 % et de 20,0 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2008.

	2010		2009				2008	
	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
<i>(en millions de dollars)</i>								
Bénéfice net	98,1	80,3	81,1	76,3	112,6	84,4	91,9	72,5
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	0,6	—	3,0	0,9	1,9	1,5	—	—
Diminution de la charge d'impôts	(10,0)	—	—	—	(2,7)	—	—	—
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	88,7	80,3	84,1	77,2	111,8	85,9	91,9	72,5

	2010		2009				2008	
	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
<i>(en dollars et par action)</i>								
Bénéfice net dilué	0,91	0,74	0,73	0,68	1,01	0,77	0,81	0,65
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	—	—	0,03	—	0,02	0,01	—	—
Diminution de la charge d'impôts	(0,09)	—	—	—	(0,02)	—	—	—
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾	0,82	0,74	0,76	0,68	1,01	0,78	0,81	0,65

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Situation de trésorerie

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 168,6 millions \$ au deuxième trimestre de 2010 et de 178,1 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010, comparativement à 123,3 millions \$ au trimestre correspondant de 2009 et à 174,1 millions \$ pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2009. Ces augmentations des flux générés s'expliquent principalement par la hausse du bénéfice net et les variations nettes des éléments hors caisse du fonds de roulement.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 46,0 millions \$ au deuxième trimestre de 2010 et de 254,2 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010, comparativement à 35,2 millions \$ et à 90,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2009. L'utilisation accrue de fonds au deuxième trimestre de 2010 par rapport à celle de 2009 s'explique principalement par des dispositions d'immobilisations corporelles plus élevées en 2009. L'utilisation accrue de fonds pour la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010 par rapport à celle de 2009 s'explique par l'acquisition de 18 magasins en 2010 pour une considération en espèces de 152,2 millions \$.

Nous avons investi avec les détaillants 158,0 millions \$ au cours des 24 premières semaines de l'exercice 2010 pour une augmentation brute de 703 400 pieds carrés et une augmentation nette de 435 600 pieds carrés ou 2,3 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de 11 nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 20 magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 50,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2010 et de 93,4 millions \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010, comparativement à 21,6 millions \$ et 26,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2009. L'augmentation des fonds utilisés pour les activités de financement pour ces périodes de 2010 comparativement à celles de 2009 s'explique principalement par des émissions d'actions plus élevées en 2009, soit pour 18,8 millions \$ au deuxième trimestre et pour 36,2 millions \$ au cours de la période des 24 premières semaines de l'exercice 2009, comparativement à 2,0 millions \$ et 4,2 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2010, ainsi que par des rachats d'actions subalternes catégorie A plus élevés pour le deuxième trimestre et la période des 24 premières semaines de l'exercice 2010 par rapport à 2009.

Situation financière

Malgré la situation économique difficile, nous n'anticipons⁽²⁾ aucun risque de liquidité et nous considérons notre situation financière à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2010 comme étant très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 millions \$, et notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 29,9 %.

Les principaux éléments de dette à long terme à la fin du deuxième trimestre de 2010 se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions de dollars)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	369,3	15 août 2012
Billets de Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets de Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Nous avons également à la fin du trimestre un contrat d'échange de taux d'intérêt sur un montant nominal total de 50,0 millions \$ de la facilité de crédit A. Ce contrat permet l'échange des paiements d'intérêts variables contre des paiements d'intérêts fixes selon les conditions suivantes :

Taux fixe	Montant nominal (en millions de dollars)	Échéance
4,0425 %	50,0	16 décembre 2010

Ainsi, en considérant le contrat d'échange, nous avons à la fin du trimestre l'équivalent de 650,0 millions \$ de dette à long terme à taux fixes variant de 4,4925 % à 5,97 % et 319,3 millions \$ à taux variables fluctuant selon les variations des taux des acceptations bancaires.

À la fin du deuxième trimestre, nous avons également des contrats de change à terme afin de nous protéger des variations de taux de change sur nos achats futurs en dollars US. Ces contrats de change à terme avaient une échéance à court terme et leur juste valeur était non significative.

RATIOS FINANCIERS

	Au 13 mars 2010	Au 26 septembre 2009
Structure financière		
Dette à long terme (en millions de dollars)	1 004,9	1 004,3
Avoir des actionnaires (en millions de dollars)	2 360,7	2 264,1
Dette à long terme/capital total (%)	29,9	30,7
	Exercice 2010 (24 semaines)	Exercice 2009 (24 semaines)
Résultats		
BAIIA ⁽¹⁾ /Frais financiers (fois)	16,6	14,3

CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 13 mars 2010	Au 26 septembre 2009
Nombre d'actions subalternes catégorie A en circulation (en milliers)	106 643	107 830
Nombre d'actions catégorie B en circulation (en milliers)	642	718
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation (en milliers)	1 672	1 864
Prix d'exercice (en dollars)	19,00 à 39,17	17,23 à 39,17
Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	29,40	28,53
Unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation (en milliers)	311	268
Échéance moyenne pondérée (en mois)	23	18

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Le programme de rachat d'actions permet à la Société de racheter, entre le 8 septembre 2009 et le 7 septembre 2010, jusqu'à concurrence de 6 000 000 de ses actions subalternes catégorie A. Depuis le 8 septembre 2009, la Société a racheté 1 702 200 actions subalternes catégorie A à un prix moyen de 36,66 \$ pour une considération totale de 62,4 millions \$. Avec ce programme de rachat d'actions, nous nous sommes dotés d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pouvons décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

DIVIDENDES

Le 20 avril 2010, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,17 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 8 juin 2010, soit une hausse de 23,6 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente 20,7 % du bénéfice net de 2009.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

La valeur de l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 33,02 \$ à 43,59 \$ au cours des deux premiers trimestres de 2010. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 37,4 millions. Le cours de clôture du vendredi 9 avril 2010 était de 41,79 \$ comparativement à 34,73 \$ à la fin de l'exercice 2009.

Nouvelle convention comptable récemment publiée

Normes internationales d'information financière

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de conversion des PCGR aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Pour la Société, la date de conversion aux IFRS sera le premier jour de l'exercice 2012, soit le 25 septembre 2011.

Afin de réaliser la conversion de nos états financiers consolidés aux IFRS, nous avons mis sur pied une structure de projet. Une équipe de travail multidisciplinaire analyse, recommande les choix de conventions comptables et implante chacune des normes IFRS. Un comité directeur, formé de membres de la haute direction, approuve les choix de conventions comptables et s'assure que les ajustements sont faits, entre autres, aux technologies de l'information, aux contrats et au contrôle interne. Les vérificateurs externes sont informés et consultés sur nos choix. Le comité de vérification de la Société veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités et réussisse la conversion aux IFRS.

Nous avons élaboré un plan de travail dont les phases, les activités, les échéances et l'état d'avancement sont résumés ci-après :

Phase 1 : Analyse préliminaire et diagnostic

Activités	Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements dans la comptabilisation des états financiers consolidés et des informations à fournir.
	Classement des normes en fonction de leur impact attendu sur nos états financiers consolidés et des efforts requis pour leur implantation.
Échéance	Fin de notre exercice 2008.
État d'avancement	Terminé.

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

(2) Consulter la section « Informations prospectives »

Phase 2 : Analyse des normes

Activités	Analyse des différences entre les PCGR et les IFRS.
	Choix des conventions comptables que la Société appliquera de façon continue.
	Choix par la Société des allègements offerts par l'IFRS 1 à la date de transition.
	Calcul des impacts quantitatifs sur les états financiers consolidés.
	Analyse des informations à fournir.
	Préparation d'un projet d'états financiers consolidés et de notes.
	Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ technologies de l'information; ▪ contrôle interne à l'égard de l'information financière; ▪ contrôles et procédures de communication de l'information; ▪ contrats; ▪ rémunération; ▪ fiscalité; ▪ formation.
Échéance	Nous avons préparé un échéancier détaillé qui répartit l'analyse de la majorité des normes jusqu'à la fin de septembre 2010. Nous les avons priorisées en tenant compte de leur classement au moment du diagnostic, du temps requis pour compléter le travail d'analyse et de mise en place ainsi que des disponibilités des membres de l'équipe de travail.
État d'avancement	À la fin de notre deuxième trimestre de 2010, 38 normes et interprétations IFRS sont en cours d'analyse sur un total d'environ 50 normes et interprétations IFRS qui pourraient avoir un impact pour notre Société.

Phase 3 : Mise en application

Activités	Préparation du bilan d'ouverture à la date de transition.
	Compilation des données financières comparatives.
	Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir.
	Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir.
	Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.
Échéances	À la fin de notre exercice 2011, notre bilan d'ouverture, nos données financières comparatives selon les IFRS et les modifications relatives aux impacts collatéraux seront complétés.
	Au cours de notre exercice 2012, nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.
État d'avancement	Au niveau des technologies de l'information, nous avons identifié et débuté la mise en place d'une solution nous permettant, dès le début de l'exercice comparatif 2011, de maintenir un système intégré parallèle sous les PCGR et les IFRS.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Jusqu'à maintenant, nous avons analysé un certain nombre de normes IFRS. Nous avons effectué, s'il y avait lieu, des choix relativement à ces normes et nous avons noté pour certaines d'entre elles des différences avec nos conventions comptables actuelles. Les plus importants sont présentés dans le tableau suivant :

Normes	Comparaison entre IFRS et PCGR	Conclusions préliminaires
Coûts d'emprunt	IFRS : Nous devons capitaliser les coûts d'emprunt sur les actifs qualifiés, soit les actifs qui nécessitent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus. PCGR : Ces coûts d'emprunt peuvent être capitalisés.	Nous ne capitaliserons pas les coûts d'emprunt sur nos actifs qualifiés, car ils sont jugés non significatifs.
Immobilisations corporelles	IFRS : Après leur comptabilisation initiale, nous pouvons évaluer nos immobilisations corporelles selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation. PCGR : Le modèle de la réévaluation n'est pas permis.	Nous continuerons d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immobilisations au bilan et l'impact correspondant à l'état des résultats.
	IFRS : Nous devons amortir nos immobilisations corporelles en fonction de leurs composantes. PCGR : Les règles d'identification des composantes sont moins exigeantes.	La toiture et la ventilation seront amorties distinctement du bâtiment. La valeur comptable de ces immobilisations et la charge d'amortissement correspondante seront différentes, mais l'incidence ne devrait pas être significative.
Immeubles de placement	IFRS : Après leur comptabilisation initiale, nous pouvons évaluer nos immeubles de placement selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation. PCGR : Le modèle de la réévaluation n'est pas permis.	Nous continuerons d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immeubles de placement au bilan et de l'impact correspondant à l'état des résultats.
Dépréciation d'actifs	IFRS : Nous devons effectuer des tests de dépréciation sur nos actifs au niveau de chaque unité qui génère des entrées de trésorerie indépendantes (UGT). PCGR : L'unité est définie par les entrées et aussi par les sorties de trésorerie indépendantes.	Nos tests de dépréciation d'actifs seront effectués au niveau de chaque magasin et chaque entrepôt qui approvisionne des clients externes. Pour les actifs de support et le goodwill, les tests de dépréciation seront effectués au niveau de différents groupes d'UGT. Les résultats de nos tests de dépréciation pourraient être différents, mais leur incidence ne devrait pas être significative.

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

(2) Consulter la section « Informations prospectives »

Paiement fondé sur des actions	<p>IFRS : Lorsque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution séparée.</p> <p>PCGR : Les acquisitions graduelles peuvent être considérées comme une attribution unique.</p>	La charge de rémunération devra être constatée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche. Elle sera différente, mais l'incidence ne devrait pas être significative.
Résultat par action	<p>IFRS : Nous devons déterminer de manière indépendante, pour la période courante et le cumulatif, le nombre d'actions potentielles dilutives à considérer dans le résultat dilué par action.</p> <p>PCGR : Ce nombre est déterminé de manière indépendante pour la période courante, mais le cumulatif est une moyenne pondérée des périodes.</p>	Le résultat dilué par action sera différent, mais l'incidence ne devrait pas être significative.
Programmes de fidélisation des clients	<p>IFRS : Pour le programme de fidélité Air Miles^{MD}, étant donné que nous agissons à titre de mandataire, nous devons présenter le coût des points en réduction du chiffre d'affaires.</p> <p>PCGR : Aucune norme n'existe, mais la pratique canadienne est de comptabiliser le coût des points dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation.</p>	<p>Le chiffre d'affaires sera différent, mais l'incidence ne devrait pas être significative.</p> <p>Il n'y aura aucune incidence sur le résultat net.</p>
Avantages du personnel	<p>IFRS : Pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels, nous pouvons choisir la comptabilisation reportée en utilisant la méthode du corridor ou la constatation immédiate de la totalité des gains et pertes actuariels aux résultats ou au résultat global (PCGR : résultat étendu).</p> <p>PCGR : Nous avons également un choix de convention comptable similaire, mais sans la méthode de comptabilisation immédiate dans le résultat étendu.</p> <p>IFRS : Nous devons constater immédiatement aux résultats le coût des services passés pour lesquels les droits sont acquis.</p> <p>PCGR : Le coût des services passés doit être amorti de façon linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs jusqu'à la date d'admissibilité intégrale, sans égard à l'acquisition des droits.</p>	<p>Nous prévoyons comptabiliser la totalité des gains et pertes actuariels immédiatement au résultat global, sans incidence sur les résultats.</p> <p>À la date de transition, nous comptabiliserons le coût des services passés, pour lesquels les droits sont acquis, aux résultats non distribués (PCGR : bénéfices non répartis). Suite à la conversion, le coût des services passés pour lesquels les droits sont acquis seront comptabilisés aux résultats.</p>

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

(2) Consulter la section « Informations prospectives »

<p>Avantages du personnel (suite)</p>	<p>IFRS : La comptabilisation des actifs au titre des prestations définies (PCGR : prestations constituées) est limitée à la capacité de réduire les cotisations futures basées sur les obligations futures calculées sur les bases de continuité, de solvabilité et comptable.</p> <p>PCGR : La comptabilisation des actifs au titre des prestations constituées est limitée à la capacité de réduire les cotisations futures calculées sur les obligations futures sur la base comptable seulement.</p>	<p>L'évaluation des obligations futures calculées sur les bases de continuité et de solvabilité devrait diminuer notre capacité de réduction de nos cotisations futures et également augmenter nos obligations au titre des prestations définies. Nous comptabiliserons les écarts à la date de transition aux résultats non distribués et au résultat global pour les variations futures.</p>
	<p>IFRS : Un régime multi-employeurs (PCGR : régime interentreprises) qui comporte des obligations implicites doit être comptabilisé à titre de régime à prestations définies. Par contre, si des informations suffisantes ne sont pas disponibles, le régime multi-employeurs doit être comptabilisé à titre de régime à cotisations définies (PCGR : cotisations déterminées). Des informations supplémentaires doivent être ajoutées aux états financiers. De plus, s'il existe un engagement en vertu d'un accord contractuel, il doit être enregistré aux résultats.</p> <p>PCGR : Un régime interentreprises est généralement comptabilisé à titre de régime à cotisations déterminées parce que l'information n'est normalement pas disponible. Toutefois, si l'information suffisante est disponible, nous devons le comptabiliser à titre de régime à prestations déterminées. La norme sur les avantages sociaux n'aborde pas de façon spécifique le traitement comptable d'un engagement en vertu d'un accord contractuel. Cependant, d'autres règles des PCGR considèrent ce type d'engagement et le traitement comptable est identique à celui des IFRS.</p>	<p>Bien que nos régimes multi-employeurs correspondent à des régimes à prestations définies, ils seront comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies puisque les informations nécessaires pour évaluer nos obligations ne sont pas disponibles.</p> <p>Des informations supplémentaires devront être présentées sur cette situation.</p>
<p>Coentreprises</p>	<p>IFRS : Nous pouvons comptabiliser les participations dans des coentreprises en utilisant la consolidation proportionnelle ou la méthode de la mise en équivalence (PCGR : valeur de consolidation).</p> <p>PCGR : Nous devons les comptabiliser en utilisant la consolidation proportionnelle.</p>	<p>Nous utiliserons la méthode de la mise en équivalence.</p> <p>Il n'y aura aucune incidence significative sur la présentation des états financiers et aucune sur le résultat net.</p>

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

(2) Consulter la section « Informations prospectives »

Nous avons également fait des choix à l'égard de certaines exemptions à l'application rétrospective offerts par l'IFRS 1 à la date de transition, lesquels sont présentés dans le tableau suivant :

Exemptions facultatives	Conclusions préliminaires
Coûts d'emprunt	L'exemption nous permet de ne pas capitaliser les coûts d'emprunt sur nos actifs qualifiés avant la date de transition aux IFRS. Étant donné que nous ne capitaliserons pas ces coûts d'emprunt, nous n'utiliserons pas l'exemption.
Coût présumé	À la date de transition aux IFRS, nous pouvons évaluer chaque immobilisation corporelle et immeuble de placement à son coût présumé, lequel représente la juste valeur. Nous analyserons nos immobilisations corporelles et nos immeubles de placement pour déterminer si nous utiliserons l'exemption.
Paiement fondé sur des actions	L'exemption nous permet de ne pas appliquer la norme aux instruments de capitaux propres dont les droits sont acquis avant la date de transition aux IFRS. Nous avons choisi de ne pas nous prévaloir de cette exemption.
Avantages du personnel	L'exemption nous permet de comptabiliser aux résultats non distribués tous les gains ou pertes actuariels à la date de transition aux IFRS, sans égard au choix de la méthode pour la comptabilisation ultérieure. Nous avons choisi de nous prévaloir de cette exemption.

D'autres analyses clés sont en cours ou le seront prochainement. Par conséquent, les conclusions préliminaires à leur égard ne figurent pas dans les deux tableaux précédents. Si des choix sont faits ou si des différences sont relevées, ils seront communiqués ultérieurement, lorsque les analyses seront complétées. De plus, la publication de documents de discussion, d'exposés-sondages et de nouvelles normes de l'International Accounting Standards Board pourraient changer nos conclusions préliminaires.

Communiqué de presse

Ce communiqué de presse porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. en date du 13 mars 2010. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes inclus dans le présent communiqué ainsi qu'avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 26 septembre 2009, les notes et le rapport de gestion afférents présentés dans le rapport annuel 2009 de la Société. Le présent communiqué tient compte des informations en date du 9 avril 2010 à moins d'indication contraire. Des renseignements complémentaires, incluant les lettres d'attestation pour la période intermédiaire terminée le 13 mars 2010 signées par le président et chef de la direction et le vice-président principal, chef de la direction financière et trésorier de la Société, sont également disponibles sur le site SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com.

Mesures non conformes aux PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant les frais financiers, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités provenant de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

BAlIA ajusté, bénéfice net ajusté et bénéfice net dilué par action ajusté

Le BAlIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

Informations prospectives

Nous avons utilisé, dans le présent communiqué, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent communiqué qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « poursuivre », « n'anticipons » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives pouvant être contenues dans le présent communiqué font référence à des hypothèses sur l'industrie alimentaire au Canada, l'économie en général, notre budget annuel ainsi que notre plan d'action 2010.

Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Un ralentissement ou une récession économique et l'arrivée d'un nouveau concurrent sont des exemples de ceux décrits à la rubrique « Gestion des risques » du rapport annuel 2009 qui pourraient influencer sur la réalisation de ces déclarations. Nous croyons que nos déclarations sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent communiqué de presse et qu'elles représentent nos attentes. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent communiqué, sauf si cela est requis par la loi.

Conférence téléphonique

Les analystes financiers et les investisseurs institutionnels sont invités à participer à la conférence téléphonique portant sur les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2010 qui aura lieu **mercredi, le 21 avril 2010 à 10 heures** (HAE). Le numéro de téléphone à composer est le (514) 807-9895 ou (647) 427-7450 ou (888) 231-8191. Les journalistes et le public investisseur sont invités à écouter la téléconférence en direct ou en différé sur le site de METRO INC. à l'adresse Internet www.metro.ca.

SOURCE :	METRO INC.
RENSEIGNEMENTS :	Richard Dufresne Vice-président principal, chef de la direction financière et trésorier Tél. : (514) 643-1003
SERVICE DES RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS :	Tél. : (514) 643-1055 Courriel : finance@metro.ca

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : www.metro.ca

– 30 –

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

États consolidés des résultats

Périodes terminées les 13 mars 2010 et 14 mars 2009

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2010	2009	2010	2009
Chiffre d'affaires	2 576,7 \$	2 549,7 \$	5 221,7 \$	5 150,2 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation (note 8)	(2 411,6)	(2 395,2)	(4 884,4)	(4 832,1)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	6,5	9,4	17,3	20,5
Charges de conversion de bannières (note 3)	—	(1,3)	(0,9)	(5,8)
Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement	171,6	162,6	353,7	332,8
Amortissement	(47,0)	(42,6)	(93,7)	(84,2)
Bénéfice d'exploitation	124,6	120,0	260,0	248,6
Frais financiers, nets (note 5)	(10,3)	(10,8)	(21,3)	(23,3)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	114,3	109,2	238,7	225,3
Impôts sur les bénéfices (note 6)	(34,0)	(32,9)	(60,3)	(67,9)
Bénéfice net	80,3 \$	76,3 \$	178,4 \$	157,4 \$
Bénéfice net par action (en dollars) (note 7)				
De base	0,75	0,69	1,66	1,42
Dilué	0,74	0,68	1,65	1,41

Voir les notes afférentes

Bilans consolidés

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 13 mars 2010	Au 26 septembre 2009
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71,9 \$	241,4 \$
Débiteurs	306,5	315,8
Stocks (note 8)	708,5	681,3
Charges payées d'avance	23,3	8,3
Impôts sur les bénéfices à recevoir	7,1	6,6
Impôts futurs	14,1	29,8
	1 131,4	1 283,2
Placements et autres actifs	222,5	204,0
Immobilisations corporelles	1 339,4	1 305,8
Actifs incorporels	318,3	325,4
Écarts d'acquisition	1 598,5	1 478,6
Impôts futurs	3,7	3,6
Actifs au titre des prestations constituées	66,6	65,6
	4 680,4 \$	4 666,2 \$
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires	0,4 \$	0,8 \$
Créditeurs	1 039,6	1 111,2
Impôts sur les bénéfices à payer	35,7	24,8
Impôts futurs	11,0	9,2
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	4,6	6,4
	1 091,3	1 152,4
Dette à long terme	1 004,9	1 004,3
Passifs au titre des prestations constituées	49,0	49,0
Impôts futurs	149,1	165,0
Autres éléments de passif à long terme	25,4	31,4
	2 319,7	2 402,1
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 9)	712,5	716,7
Surplus d'apport (note 10)	4,1	3,7
Bénéfices non répartis	1 645,1	1 545,7
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 11)	(1,0)	(2,0)
	2 360,7	2 264,1
	4 680,4 \$	4 666,2 \$
<i>Voir les notes afférentes</i>		

États consolidés des flux de trésorerie

Périodes terminées les 13 mars 2010 et 14 mars 2009

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2010	2009	2010	2009
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	80,3 \$	76,3 \$	178,4 \$	157,4 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(6,5)	(9,4)	(17,3)	(20,5)
Amortissement	47,0	42,6	93,7	84,2
Amortissement des frais de financement reportés	0,4	0,5	0,9	1,0
Perte (gain) sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	0,1	(0,6)	0,2	(0,6)
Revenus d'intérêts sur placements	—	(0,2)	—	(0,2)
Impôts futurs	4,4	5,8	1,0	11,6
Charge relative à la rémunération à base d'actions	1,3	1,0	2,5	2,1
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de la période	(1,3)	(2,2)	(1,0)	(8,7)
	125,7	113,8	258,4	226,3
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	42,9	9,5	(80,3)	(52,2)
	168,6	123,3	178,1	174,1
Activités d'investissement				
Acquisition d'entreprises (note 2)	(15,5)	—	(152,2)	—
Variation nette de placements et autres actifs	(1,6)	(2,5)	(4,4)	(2,7)
Dividendes d'une société satellite publique	0,9	0,8	1,6	1,5
Acquisition d'immobilisations corporelles	(22,3)	(37,0)	(88,3)	(89,1)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	1,9	11,1	4,3	11,8
Acquisition d'actifs incorporels	(9,4)	(7,6)	(15,2)	(11,8)
	(46,0)	(35,2)	(254,2)	(90,3)
Activités de financement				
Variation nette des emprunts bancaires	(7,3)	(2,1)	(0,1)	0,2
Émission d'actions (note 9)	2,0	18,8	4,2	36,2
Rachat d'actions (note 9)	(22,9)	(13,8)	(55,9)	(23,1)
Acquisition d'actions autodétenues (note 9)	—	(4,3)	—	(4,3)
Règlement en espèces d'unités d'actions au rendement (note 10)	(0,5)	—	(0,5)	—
Augmentation de la dette à long terme	0,3	1,1	2,1	3,8
Remboursement de la dette à long terme	(1,7)	(3,4)	(5,6)	(5,7)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	(2,3)	(2,6)	(4,5)	(4,9)
Dividendes versés	(18,3)	(15,3)	(33,1)	(29,1)
	(50,7)	(21,6)	(93,4)	(26,9)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	71,9	66,5	(169,5)	56,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	—	142,1	241,4	151,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	71,9 \$	208,6 \$	71,9 \$	208,6 \$
Information supplémentaire				
Intérêt payé	1,9	1,0	21,9	23,3
Impôts sur les bénéfices payés	28,6	29,2	51,3	52,9

Voir les notes afférentes

États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes de 24 semaines terminées les 13 mars 2010 et 14 mars 2009
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Exercices financiers	
	2010	2009
Solde au début de la période	1 545,7 \$	1 366,8 \$
Bénéfice net	178,4	157,4
Dividendes	(33,1)	(29,1)
Prime sur rachat d'actions (note 9)	(45,9)	(18,7)
Solde à la fin de la période	1 645,1 \$	1 476,4 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés du résultat étendu

Périodes terminées les 13 mars 2010 et 14 mars 2009
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net	80,3 \$	76,3 \$	178,4 \$	157,4 \$
Autres éléments du résultat étendu (note 11)				
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie	0,5	(0,4)	1,5	(3,1)
Impôts correspondants	(0,2)	0,1	(0,5)	0,9
Résultat étendu	80,6 \$	76,0 \$	179,4 \$	155,2 \$

Voir les notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes terminées les 13 mars 2010 et 14 mars 2009

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

1. Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables que celles employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 26 septembre 2009. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel 2009 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

2. Acquisition d'entreprises

Au cours du premier trimestre de 2010, la Société a acquis 18 magasins affiliés pour lesquels elle assurait déjà l'approvisionnement. Le prix d'achat total a été de 152,2 \$ au comptant.

L'acquisition de ces magasins a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats des magasins ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective. La répartition provisoire du prix d'achat total se résumait comme suit :

Contrepartie versée en espèces	152,2 \$
Actifs nets acquis	
Stocks	15,0
Autres actifs à court terme	0,7
Immobilisations corporelles	22,8
Passifs à court terme pris en charge	(3,6)
<hr/>	
Total des actifs nets acquis	34,9
<hr/>	
Excédent de la contrepartie versée sur les actifs nets acquis	117,3 \$

La direction effectue actuellement des analyses plus précises et des changements seront apportés à la répartition de l'excédent de la contrepartie versée sur les actifs nets acquis au fur et à mesure que ces informations seront disponibles. Entre autres, l'évaluation de la juste valeur des immobilisations corporelles n'étant pas encore achevée lors de la répartition provisoire, les immobilisations corporelles ont été présentées au coût. De plus, la Société n'a pas terminé l'évaluation des coûts éventuels liés à la restructuration et l'intégration des activités pouvant donner lieu à la constatation d'un passif dans la répartition du prix d'achat. Par conséquent, les montants attribués à chacun des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge ainsi que les résultats d'exploitation connexes pourraient varier par rapport aux montants enregistrés initialement.

L'écart d'acquisition sera traité au point de vue fiscal comme un bien en immobilisation admissible avec les déductions fiscales y afférentes.

3. Charges de conversion de bannières

La Société a complété, au premier trimestre de 2010, la conversion des cinq bannières de ses 159 supermarchés en Ontario à la bannière Metro, amorcée à l'été 2008. Aucune charge de conversion de bannières n'a donc été enregistrée au cours du deuxième trimestre de 2010 (1,3 \$ en 2009). Pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010, les charges de conversion de bannières se sont élevées à 0,9 \$ (5,8 \$ en 2009).

4. Avantages sociaux futurs

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	12 semaines Exercices financiers				24 semaines Exercices financiers			
	2010		2009		2010		2009	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations déterminées	5,4 \$	0,2 \$	6,2 \$	0,2 \$	12,5 \$	0,3 \$	12,8 \$	0,3 \$
Régimes à prestations déterminées								
Coût des services rendus au cours de la période	5,5	0,4	4,7	0,3	10,9	0,7	9,6	0,6
Intérêts débiteurs	8,1	0,5	7,8	0,5	16,2	0,9	15,5	0,9
Rendement prévu des actifs des régimes	(9,7)	—	(9,2)	—	(19,3)	—	(18,3)	—
Amortissement des pertes (gains) actuariels et du coût des services passés	0,3	—	0,4	(0,1)	0,7	—	0,7	(0,1)
Modifications des régimes	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)	—	—
	4,2	0,8	3,7	0,7	8,5	1,5	7,5	1,4
	9,6 \$	1,0 \$	9,9 \$	0,9 \$	21,0 \$	1,8 \$	20,3 \$	1,7 \$

5. Frais financiers, nets

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2010	2009	2010	2009
Intérêts à court terme	0,4 \$	0,3 \$	0,9 \$	0,9 \$
Intérêts à long terme	9,9	10,7	20,2	22,8
Amortissement des frais de financement reportés	0,4	0,5	0,9	1,0
Revenus d'intérêts	(0,4)	(0,7)	(0,7)	(1,4)
	10,3 \$	10,8 \$	21,3 \$	23,3 \$

6. Impôts sur les bénéfices

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

<i>(en pourcentage)</i>	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2010	2009	2010	2009
Taux combiné prévu par la loi	30,5	31,2	30,5	31,3
Variations				
Effet des baisses futures d'un total de 4,0 % du taux de l'Ontario sur les impôts futurs	—	—	(4,2)	—
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(1,0)	(1,4)	(1,2)	(1,5)
Autres	0,2	0,3	0,2	0,3
	29,7	30,1	25,3	30,1

7. Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

<i>(en millions)</i>	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2010	2009	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — De base	107,6	111,2	107,7	110,9
Effet de dilution en vertu des régimes d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	0,5	0,9	0,5	0,9
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — Dilué	108,1	112,1	108,2	111,8

8. Stocks

Les stocks se détaillaient comme suit :

	Au 13 mars 2010	Au 26 septembre 2009
Stocks en entrepôt	295,1 \$	304,0 \$
Stocks de magasins	413,4	377,3
	708,5 \$	681,3 \$

Le coût des stocks comptabilisé en charges était de 2 105,7 \$ pour la période de 12 semaines terminée le 13 mars 2010 (2 101,9 \$ en 2009) et de 4 265,8 \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010 (4 241,8 \$ en 2009).

9. Capital-actions

En circulation

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 26 septembre 2009	107 830	715,3 \$	718	1,4 \$	716,7 \$
Émission d'actions contre espèces	199	4,2	—	—	4,2
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 45,9 \$	(1 515)	(10,0)	—	—	(10,0)
Actions autodétenues remises en circulation	53	0,3	—	—	0,3
Exercice d'options d'achat d'actions	—	1,3	—	—	1,3
Conversion d'actions catégorie B en actions subalternes catégorie A	76	0,1	(76)	(0,1)	—
Solde au 13 mars 2010	106 643	711,2 \$	642	1,3 \$	712,5 \$

Régime d'options d'achat d'actions

Les options en circulation et les changements survenus au cours de la période de 24 semaines terminée le 13 mars 2010 se résument comme suit :

	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Solde au 26 septembre 2009	1 864	28,53
Exercées	(192)	21,02
Solde au 13 mars 2010	1 672	29,40

Les options en circulation au 13 mars 2010 avaient des prix d'exercice variant de 19,00 \$ à 39,17 \$ et des échéances allant jusqu'en 2016. De ces options, 352 520 pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 26,82 \$.

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 0,6 \$ pour la période de 12 semaines terminée le 13 mars 2010 (0,5 \$ en 2009) et à 1,1 \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010 (1,0 \$ en 2009).

Régime d'unités d'actions au rendement

Les unités d'actions au rendement (UAR) en circulation et les changements survenus au cours de la période de 24 semaines terminée le 13 mars 2010 se résument comme suit :

	Nombre (en unités)
Solde au 26 septembre 2009	267 570
Octroyées	107 583
Réglées	(63 794)
Annulées	(389)
Solde au 13 mars 2010	310 970

Des actions subalternes catégorie A de la Société sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées. Cette fiducie, considérée comme une entité à détenteurs de droits variables, est consolidée aux états financiers de la Société et le coût des actions acquises est présenté en diminution du capital-actions à titre d'actions autodétenues.

Au 13 mars 2010, 204 581 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées (257 255 actions au 26 septembre 2009).

La charge de rémunération de toutes ces UAR s'est élevée à 0,7 \$ pour la période de 12 semaines terminée le 13 mars 2010 (0,5 \$ en 2009) et à 1,4 \$ pour les 24 premières semaines de l'exercice 2010 (1,1 \$ en 2009).

10. Surplus d'apport

Solde au 26 septembre 2009	3,7 \$
Charge relative à la rémunération à base d'actions	2,5
Exercice d'options d'achat d'actions	(1,3)
Actions autodétenues remises en circulation	(0,3)
Règlement en espèces des UAR	(0,5)
Solde au 13 mars 2010	4,1 \$

11. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Le dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie constitue la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours des périodes de 24 semaines terminées le 13 mars 2010 et le 14 mars 2009 se détaillaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2010	2009
Solde au début de la période	(2,0) \$	(1,0) \$
Variation de la juste valeur du dérivé désigné, nette des impôts de 0,5 \$ (0,9 \$ en 2009)	1,0	(2,2)
Solde à la fin de la période	(1,0) \$	(3,2) \$